

Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

En préparation pour 2019

Tous les Membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) se sont rassemblés le 9 décembre lors d'une réunion informelle des chefs de délégation, la dernière avant la rencontre du Conseil général du 12 décembre qui mettra fin au travail de l'organisation pour le congé des Fêtes.

La discussion a porté sur plusieurs des défis auxquels l'organisation fait actuellement face, en commençant par l'avenir de l'Organe de règlement des différends (ORD) et l'impasse dans la nomination de nouveaux membres à l'Organe d'appel (OA).

Organe de règlement des différends/organe d'appel

Pratiquement tous les Membres ont exprimé leur préoccupation quant à la situation de l'OA, comme il n'y a aucun signe d'avancée sur la question jusqu'à présent. Si aucune solution n'est trouvée dans les mois à venir, l'OA se retrouvera avec un seul juge dans un an.

Il y a deux semaines, l'Union européenne (UE) a présenté deux propositions pour aborder les préoccupations des États-Unis concernant l'OA et tenter de les convaincre de cesser leur blocage de la sélection de nouveaux juges.

La première proposition, soumise conjointement avec un groupe de 11 pays (Australie, Canada, Chine, Islande, Inde, Corée, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Singapour et Suisse), vise à clarifier les règles pour les juges sortants en présentant des scénarios dans lesquels ces Membres de l'OA peuvent rester pour terminer les procédures d'appel

qui leur avaient été confiées. Elle fournit également des précisions additionnelles sur la signification de la législation interne; le fait que l'OA doit se concentrer seulement sur les enjeux nécessaires pour résoudre le différend et la nécessité d'organiser une réunion annuelle entre les Membres de l'OMC et l'Organe d'appel pour discuter des enjeux systémiques ou des tendances en matière de jurisprudence.

L'autre proposition, soumise conjointement avec la Chine et l'Inde, vise à renforcer « l'indépendance et l'impartialité de l'OA et à améliorer son efficacité » en augmentant à la fois le nombre de juges (de 7 à 9) et la durée de leur mandat (de 6 à 8 ans).

Si plusieurs pensaient que la première proposition avait des chances de plaire aux États-Unis (les chances de la seconde sont minces), ces derniers sont demeurés silencieux jusqu'à maintenant, ce qui cadre avec la position qu'ils avaient adoptée lors des réunions antérieures de l'ORD. Les États-Unis n'ont pas pris la parole lors de la réunion informelle des chefs de délégation, mais ils ont toujours affirmé qu'ils attendaient que d'autres proposent des idées pour réformer le système, ce qu'a fait l'UE avec ses deux propositions. Des observateurs croient que les États-Unis feront une déclaration sur cette question lors de la réunion du Conseil général du 12 décembre.

Espoir renouvelé pour les négociations multilatérales

Les Membres ont semblé beaucoup plus optimistes et enjoués à l'égard du travail de deux groupes de négociation, c'est-à-dire le groupe de négociation sur

les règles qui traite des subventions pour la pêche et le groupe de négociation sur l'agriculture. Les présidents de ces deux groupes de négociation – l'ambassadeur mexicain Roberto Zapata (règles) et l'ambassadeur Deep Ford du Guyana (agriculture) – ont chacun élaboré des programmes de travail détaillés pour 2019.

Le plan de travail sur les subventions pour la pêche – approuvé par l'ensemble des Membres, bien que certains aient exprimé leurs préoccupations quant à savoir si un résultat pourrait être atteint à la fin 2019 – vise à intensifier les négociations de janvier à juillet 2019, utilisant la semaine du 14 au 18 janvier à titre de test.

Les Membres se sont aussi montrés encouragés par les progrès réalisés dans le groupe de négociation sur

l'agriculture, dont le président, l'ambassadeur Ford, a élaboré une proposition exhaustive afin de discuter des sujets clés des trois piliers de l'agriculture : le soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges, l'accès aux marchés et la concurrence à l'exportation.

Encouragé par la rétroaction positive obtenue des séances thématiques s'étant déroulées au cours de l'automne, l'ambassadeur Ford a suggéré d'accélérer la cadence et d'intensifier les pourparlers au début de l'année prochaine, avec un ambitieux programme qui se déroulerait de janvier à avril 2019 et qui servirait de période d'essai pour le nouveau processus. À la fin avril, les Membres décideront s'ils poursuivent avec le programme ou s'ils le modifient.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : producteurslaitiers.ca, producteursdepoulet.ca, producteursdoeufs.ca, leseleveursdedindonducanada.ca, chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

